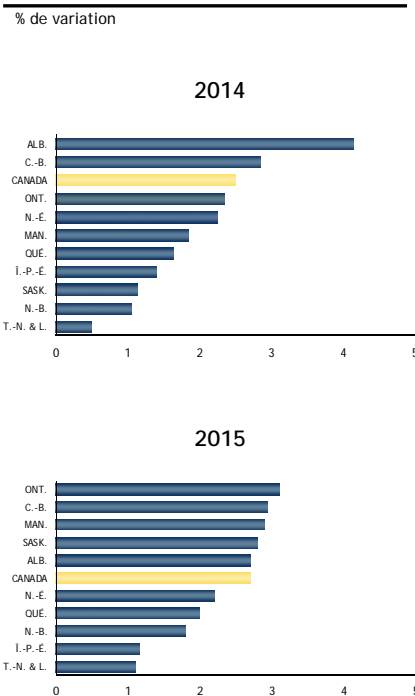


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Décembre 2014

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada, Recherche économique

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

Gerard Walsh
 Économiste
 416-974-6525
 gerard.walsh@rbc.com

Toutes les économies provinciales devraient progresser en 2015, mais la chute des prix pétroliers modifiera les classements

- Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 2,7 % au Canada en 2015, un taux inchangé par rapport aux *Perspectives provinciales* de septembre. Cependant, nous avons revu la composition provinciale de cette croissance à la lumière de l'important recul des prix pétroliers depuis notre dernière publication.
- En raison d'une révision à la baisse de nos hypothèses pour les prix pétroliers, nous avons réduit nos prévisions de croissance réelle en 2015 pour l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador — les principales provinces productrices de pétrole au Canada — et avons légèrement haussé les taux pour la plupart des autres provinces (des consommatrices nettes de pétrole), dont l'Ontario et le Québec.
- Malgré ces révisions, le portrait global demeure assez positif, même dans les provinces productrices de pétrole. Nous nous attendons encore à ce que la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador enregistrent une accélération en 2015 et que l'Alberta, malgré une révision à la baisse de sa croissance réelle, progresse au même rythme que la moyenne nationale.
- Le soutien accru offert par le secteur des exportations demeure le principal moteur de la croissance *réelle* de l'ensemble des économies provinciales.
- Nous prévoyons maintenant que l'Ontario sera en tête de la croissance du PIB réel en 2015, suivie de près par la Colombie-Britannique, le Manitoba et la Saskatchewan. Toutes les autres provinces enregistrent, selon nous, une croissance équivalente ou inférieure à la moyenne nationale.
- L'Alberta a continué de présenter toutes les caractéristiques d'une économie florissante en 2014, et nous prévoyons que la hausse annuelle de son PIB réel (4,1 %) surpassera de loin celle des autres provinces cette année.
- Nous vous présentons ici nos prévisions pour 2016, qui tablent sur une croissance généralement modérée du PIB réel dans l'ensemble des provinces. Les provinces de l'ouest et l'Ontario devraient rester en tête.

La baisse des prix pétroliers est un facteur important, mais qui est loin de changer complètement la donne

La chute accélérée des prix pétroliers mondiaux ces derniers mois a nul doute été l'événement économique le plus important survenu depuis les *Perspectives provinciales* de septembre. À notre avis, cette chute n'aura que des répercussions limitées sur nos prévisions provinciales pour 2014 ; toutefois, les effets devraient être plus considérables en 2015. Notre scénario prévoit maintenant que les prix pétroliers resteront bas en 2015, à 70 \$ US le baril (WTI) en moyenne, avant un rebond à 80 \$ en 2016. Ainsi, la croissance devrait être plus faible pour les provinces productrices de pétrole et légèrement plus forte pour la plupart des autres provinces (des consommatrices nettes de pétrole). Selon notre analyse, le coup porté aux économies des provinces productrices de pétrole sera raisonnable, et le PIB réel de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador continuera de croître en 2015.

La reprise des exportations demeure le principal moteur des économies provinciales en 2015

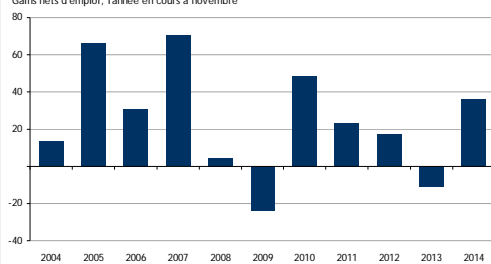
En dépit de la redistribution de la croissance engendrée par la baisse des prix pétroliers, le principal moteur des économies provinciales en 2015 sera la reprise soutenue du secteur des exportations. Le raffermissement de la demande américaine et les gains de compétitivité attribuables à la dépréciation du dollar canadien ont contribué à la progression généralisée des exportations provinciales en 2014. Cette tendance se poursuivra et aidera la plupart des provinces à enregistrer un taux de croissance plus rapide du PIB réel en 2015. En Saskatchewan et au Manitoba, la croissance bénéficiera aussi d'une reprise du secteur agricole après une correction en 2014 qui constituait un retour à des niveaux de production plus normaux à la suite de récoltes exceptionnelles en 2013.

Un premier aperçu de 2016 : une conjoncture encore généralement positive

Nous vous présentons ici nos prévisions pour 2016, qui montrent une croissance soutenue du PIB réel dans toutes les provinces, bien qu'en baisse par rapport à 2015 dans la plupart des cas. À notre avis, les provinces de l'ouest et l'Ontario demeureront en tête et toutes les provinces à l'est de l'Ontario enregistrent des taux de croissance inférieurs à la moyenne nationale de 2,1 %.

Emploi en Colombie-Britannique

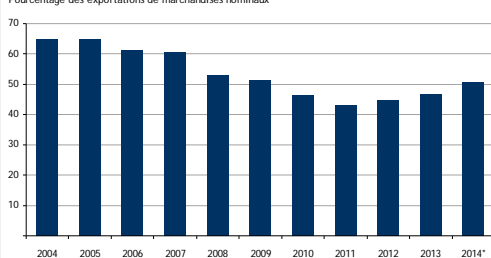
Gains nets d'emploi, l'année en cours à novembre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique: part des États-Unis dans les exportations

Pourcentage des exportations de marchandises nominales

Source : Industrie Canada, Recherche économique RBC
*l'année en cours à Octobre**Colombie-Britannique - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	2,4	1,9	2,8	2,9	2,5
PIB nominal	2,3	3,2	4,4	4,0	4,4
Emploi	1,7	-0,2	0,9	1,3	1,0
Taux de chômage (%)	6,7	6,6	6,1	5,7	5,7
Ventes au détail	1,9	2,4	5,3	4,2	4,2
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 800	29 300	25 000
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,1	1,1	2,0

Laura Cooper
Économiste**Changement de cap en 2014**

La croissance économique devrait s'accélérer en Colombie-Britannique en 2014 après trois années consécutives de ralentissement. Les gains généralisés des secteurs d'exportation, à la faveur d'une croissance de la demande américaine, se conjuguent à des facteurs positifs au niveau national, dont des signes d'une amélioration timide de l'emploi dans la province. En mettant la touche finale aux règles fiscales visant le revenu tiré du GNL en octobre 2014, le gouvernement provincial a ouvert la voie à une nouvelle vague d'activité économique liée aux investissements privés dans le secteur de l'énergie dans les prochaines années. Nous prévoyons que le PIB réel progressera de 2,8 % en 2014 et qu'il se raffermira légèrement à 2,9 % en 2015, après avoir crû à un taux relativement faible de 1,9 % en 2013. Notre prévision initiale de croissance du PIB réel pour 2016 est de 2,5 %.

La vigueur américaine se propage aux exportations internationales de la province

Le dynamisme du commerce extérieur s'accroît grâce à une amélioration de la conjoncture aux États-Unis qui stimule la demande d'une vaste gamme de produits de la province. Une reprise de la construction résidentielle au sud de la frontière a suscité une hausse de la demande de produits de bois d'œuvre alors que la fermeté des prix du gaz naturel a encouragé une envolée des exportations nominales de marchandises vers les marchés américains. Sur les marchés asiatiques, de nouveaux progrès ont été réalisés cette année, à commencer par une hausse des livraisons de minéraux métalliques et de produits du bois, tandis que le raffermissement de l'activité aux États-Unis, le principal partenaire commercial de la province, contribue à une reprise des exportations vers ce pays après le creux enregistré en 2011. La conjoncture économique positive favorise une nouvelle accélération de la demande américaine en 2015 et contribuera à une expansion économique plus généralisée au-delà des secteurs d'exportation.

Une évolution encourageante dans le secteur du gaz naturel

Des signes timides d'une reprise des investissements sont apparus au troisième trimestre, mais les investissements non résidentiels resteront déprimés pour l'ensemble de 2014 en raison de la faiblesse observée plus tôt cette année. En octobre, la publication très attendue des détails du projet de création d'un impôt sur le revenu tiré du GNL devrait permettre d'attirer de nouveaux investissements dans la province. Aucune décision ferme d'investissement n'a encore été annoncée (et nos prévisions n'en supposent aucune), mais le cadre finalisé, en précisant les paramètres d'investissement pour le secteur naissant du GNL, pourrait bien stimuler la confiance dans la province s'il permet de faire avancer certains projets. L'annonce, en décembre, de la mise en attente d'une approbation par un promoteur de l'un des projets les plus importants a toutefois tempéré l'optimisme.

Une évolution positive de l'économie intérieure

Il est encourageant de constater la récente reprise du rythme d'embauche dans la province, après une perte nette d'emplois en 2013. En effet, 36 000 emplois, tous à temps plein, ont été créés dans les 11 premiers mois de l'année, le meilleur résultat, en cumul annuel, depuis la fin de la récession en 2010. Le taux de chômage a atteint un creux non vu depuis 2008 en dépit de la baisse de la population active de la Colombie-Britannique. Favorisées par ces améliorations, les dépenses de consommation ont enregistré, au printemps et à l'été, de solides gains stimulés également par une évolution démographique positive. La Colombie-Britannique a enregistré pendant deux ans un solde migratoire négatif vers les autres provinces, mais le renversement prévu de cette tendance en 2014 devrait stimuler la croissance de la population. Cette hausse facilitera à son tour l'absorption des maisons neuves qui feront leur entrée sur le marché. En effet, la construction résidentielle devrait, sous l'influence d'un accroissement des immeubles à logements multiples concentrés dans la région de Vancouver, connaître sa meilleure année depuis 2008.

D'un essor à... un rythme encore raisonnable

La faiblesse grandissante des marchés mondiaux du pétrole brut depuis les *Perspectives provinciales* de septembre nous a incités à revoir nos prévisions de croissance pour la province en 2015, même si nous nous attendons encore à ce que l'économie de l'Alberta progresse à un rythme raisonnable. Pour le moment, les investissements records dans le secteur pétrolier et gazier continuent de générer une activité florissante en 2014 — tant de façon directe qu'indirecte. En fait, l'effervescence de la plupart des secteurs de l'économie albertaine nous a amenés à hausser de 3,9 % à 4,1 % notre prévision de croissance du PIB réel en 2014. Néanmoins, la faiblesse persistante des prix pétroliers freinera, selon nous, la croissance économique de la province en exerçant des pressions sur les revenus — privés aussi bien que publics. Pour 2015, nous avons réduit de 3,5 % à 2,7 % notre prévision de croissance du PIB réel, qui devrait s'établir au même niveau que la moyenne nationale. Nous prévoyons une nouvelle décélération, à un taux de 2,3 %, en 2016.

La baisse des prix pétroliers a une faible incidence jusqu'à maintenant...

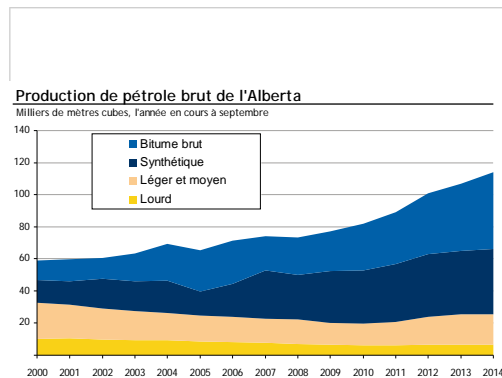
Les indications disponibles à ce jour donnent à penser que le recul marqué des prix du pétrole brut depuis juin 2014 a peu influé sur le secteur de l'énergie de l'Alberta jusqu'à maintenant. La production de pétrole brut, en cumul annuel, a continué de grimper grâce à une hausse de 15 % de la production de bitume, et l'augmentation des exportations d'énergie ainsi que la vigueur des prix en début d'année ont contribué à un accroissement impressionnant des exportations nominales de marchandises. Nous croyons que la production accrue des projets de sables bitumineux, nouveaux et élargis, continuera de faire monter l'offre de pétrole non conventionnel de la province malgré une baisse des prix pétroliers. Les fluctuations à court terme des prix ont habituellement une incidence limitée sur l'exploitation de ces projets étant donné leur orientation à plus long terme et les coûts fixes importants de la production. Cela dit, nous prévoyons qu'en raison de la baisse des prix pétroliers, les investissements dans le secteur de l'énergie seront limités en 2015.

...alors que l'horizon s'assombrit sur le plan budgétaire...

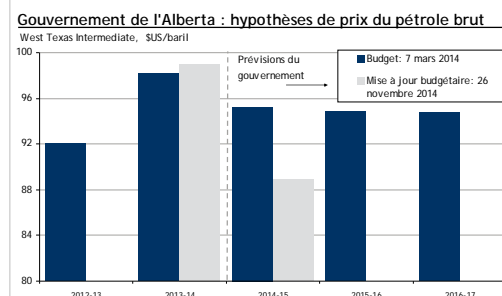
Des signes d'une baisse des revenus provoquée par l'effondrement des prix pétroliers étaient présents dans le rapport budgétaire de milieu d'exercice que le gouvernement de l'Alberta a publié en novembre, même s'ils étaient masqués par des conditions plus robustes que prévu dans le secteur des ressources non renouvelables au début de l'exercice 2014-2015. Le gouvernement prévoit maintenant, pour la deuxième moitié de l'exercice, une baisse considérable de 30 % (1,4 milliard de dollars) des revenus tirés de ressources non renouvelables, comparativement au plan (l'hypothèse pour le WTI ayant été abaissée à 75 \$ US le baril, comparativement à 95 \$ dans le Budget 2014). Une telle faiblesse des revenus en cours d'année augure d'un passage difficile à l'exercice 2015-2016, où l'intensité des pressions baissières sur les revenus provinciaux deviendra beaucoup plus visible. Le gouvernement de l'Alberta s'est engagé à maîtriser ses dépenses pour veiller à conserver un surplus budgétaire.

...mais il y a encore de bonnes nouvelles ailleurs

Il n'y a pas eu, jusqu'à maintenant, de répercussions négatives sur les secteurs non énergétiques, l'essor continu de la province attirant un grand nombre de personnes de toutes les régions du Canada et de l'étranger qui s'établissent en Alberta. L'évolution démographique positive et le resserrement des marchés du travail appuient une demande sous-jacente robuste des consommateurs dans la province. Le marché immobilier affiche des gains impressionnants et les ventes au détail restent élevées dans la deuxième moitié de 2014. Nous prévoyons que cette vigueur diminuera quelque peu en 2015, car la faiblesse des prix pétroliers exercera des pressions sur les revenus de la province et se répercutera sur la confiance (actuellement débordante) des entreprises et des consommateurs.



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



Source : Conseil du Trésor et ministère des Finances de l'Alberta, Recherche économique RBC

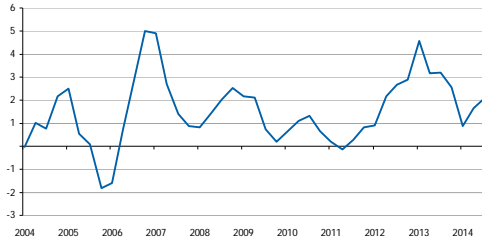
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	4,5	3,8	4,1	2,7	2,3
PIB nominal	5,6	7,1	7,7	-1,7	5,9
Emploi	2,6	2,9	3,0	1,8	1,4
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,6	4,5	4,9
Ventes au détail	7,0	6,9	8,1	4,2	4,0
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	41 400	37 800	34 500
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,2	2,0

Laura Cooper
Économiste

Emploi en Saskatchewan

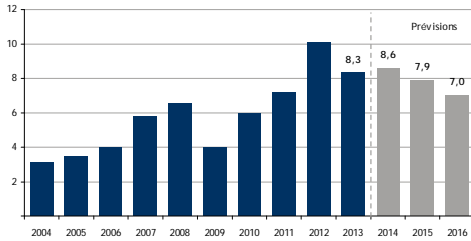
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan : mises en chantier

En milliers d'unités



Source : Société canadienne d'hypothèque et de logement, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,1	5,0	1,1	2,8	2,8
PIB nominal	5,7	5,5	0,3	1,7	5,4
Emploi	2,1	3,4	1,9	2,0	1,4
Taux de chômage (%)	4,7	4,0	3,8	3,9	4,1
Ventes au détail	7,4	5,1	5,0	4,3	4,1
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 600	7 900	7 000
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,8	2,8

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

L'activité économique passera à une vitesse supérieure en 2015

La croissance devrait rebondir à 2,8 % en Saskatchewan en 2015 après un gain très modeste de 1,1 % en 2014. La croissance en 2014 a été limitée par une production agricole en recul après des récoltes exceptionnelles en 2013 qui ont permis au PIB réel d'inscrire un gain impressionnant de 5,0 % (révisé à la hausse par rapport à notre estimation préliminaire de 4,5 %) cette année-là. Notre prévision pour 2014 est maintenant légèrement inférieure au gain de 1,3 % que nous avons prévu au départ, en partie parce que nous nous attendons à ce que le gain démesuré en 2013, qui a été revu à la hausse, ait une incidence un peu plus importante que prévu en 2014. Notre prévision de croissance du PIB réel en 2015 a aussi été quelque peu réduite afin de refléter les effets négatifs anticipés de la faiblesse des prix pétroliers sur la croissance des revenus dans la province. Notre prévision de 2,8 % en 2015 suppose un retour à des rendements de culture moyens qui contribueront à une hausse de 4 % de la production agricole après un recul prévu de 14 % cette année. En 2013, la production agricole a bondi de 35 %.

La faiblesse de l'activité minière non liée à l'énergie devrait s'atténuer

La croissance en 2015 devrait aussi être revigorée par une certaine reprise de l'activité minière non liée à l'énergie. Selon des indications, l'activité a été limitée dans la première moitié de 2014 par des réductions de la production de potasse face à la concurrence féroce d'un important producteur étranger. Notre prévision suppose que la production accrue de potasse dans la deuxième moitié de 2014 compensera la faiblesse dans la première moitié, de telle sorte que l'activité pour l'ensemble de l'année sera stagnante. D'après les données les plus récentes, le redressement de la production de potasse dans la province aurait déjà commencé. En outre, il a été rapporté que des inondations ont entraîné la fermeture de mines à l'étranger, limitant à court terme l'offre mondiale de potasse. Nous prévoyons que la croissance économique mondiale soutiendra la demande mondiale de potasse en 2015, et que cette demande favorisera une nouvelle hausse de la production de potasse dans la province l'an prochain, ainsi qu'en 2016.

L'amélioration de l'emploi est de bon augure

L'emploi dans la province montrant des tendances à l'amélioration, il est permis d'espérer que le ralentissement économique enregistré en Saskatchewan en 2014 ne persistera pas en 2015. En effet, les embauches au troisième trimestre ont crû à un taux annualisé de 2 %, comparativement à moins de 1 % au début de l'année (un taux alors nul doute amoindri par de mauvaises conditions climatiques hivernales qui ont sûrement miné la volonté des entreprises d'engager de nouveaux travailleurs). La vive croissance de l'emploi et l'immigration élevée ont contribué à une reprise plus forte que prévu des mises en chantier en 2014. Nous prévoyons maintenant un total de 8 600 mises en chantier dans la province en 2014, ce qui surpasse à la fois notre prévision précédente (8 000) et le total de 2013 (8 300). Toutefois, le relèvement prévu des taux d'intérêt en 2015 ralentira la construction de maisons neuves et entraînera une décélération des mises en chantier à 7 900 unités en 2015 et à 7 000 unités en 2016.

Reprise prévue des investissements après une année 2014 décevante

La croissance du PIB global en 2016 devrait rester relativement près du niveau de 2015, ne ralentissant qu'à 2,8 %. On s'attend à ce que l'activité reste soutenue par la croissance du secteur agricole et de l'activité minière non liée à l'énergie. Les gains dans ces deux segments devraient susciter une hausse des investissements en 2015 et en 2016, après une stagnation relative en 2014 selon les estimations préliminaires. Les réductions des investissements dans le secteur de l'énergie présentent certains risques de baisse.

La décélération du secteur agricole devrait s'estomper, ouvrant la voie à une croissance accrue en 2015

Le rythme de croissance au Manitoba devrait se raffermir à 2,9 % en 2015, par rapport à un taux de 1,8 % prévu en 2014. La croissance en 2014 a été atténuée par une décélération de la production agricole, qui est revenue plus près des moyennes historiques après des récoltes exceptionnelles en 2013. Selon de récentes données, la production de blé et de canola a chuté de 31,4 % en 2014 après une envolée de 33,3 % en 2013. Nos prévisions supposent que les rendements se maintiendront aux niveaux historiques dans les années à venir, et donc que la décélération du secteur agricole sera de courte durée et suivie d'un retour à une croissance modeste en 2015 et 2016. La disparition de cette influence négative contribue au rebond du PIB global en 2015 et aide à maintenir la croissance légèrement au-dessus de la moyenne nationale à 2,3 % en 2016.

L'activité manufacturière gagne en dynamisme

L'accélération de la croissance du PIB global en 2015 reflète également un raffermissement de l'activité manufacturière. Les ventes manufacturières ont rebondi au troisième trimestre de 2014, se hissant de presque 6 % après des hausses de 1,5 % et 2 % aux deuxième et premier trimestres, respectivement. Plutôt stagnantes lors des deux années précédentes, les ventes manufacturières n'ont augmenté que de 1,1 % en 2012 et de 0,1 % en 2013. Depuis le début de 2014, les gains ont été généralisés, bien que dominés par le segment du matériel de transport. La revitalisation du secteur prouve que les exportateurs de la province profitent à la fois du raffermissement de l'économie américaine et de l'affaiblissement du dollar canadien. Comme ces deux facteurs devraient persister en 2016, nous prévoyons une croissance manufacturière accrue au Manitoba. On s'attend à ce que le segment du matériel de transport continue de dominer dans le secteur, puisque la demande de matériel lié à l'aérospatiale et aux autobus devrait continuer d'augmenter. L'accroissement des investissements des entreprises américaines devrait donner un coup de pouce à la production de machinerie dans la province.

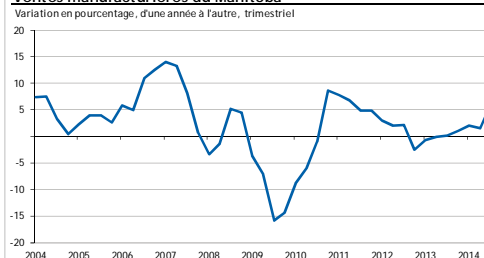
L'ajout de capacités stimulera la production minière

Le ralentissement de la croissance économique en 2014 découle aussi d'une diminution de l'activité dans les secteurs minier, pétrolier et gazier de la province. Cette diminution reflète en partie une baisse de la production de pétrole pendant la majeure partie de l'année. Nous prévoyons que les pressions sur la production pétrolière persisteront étant donné l'agitation sur les marchés mondiaux, mais que la production pourrait ne fléchir que légèrement, voire pas du tout, par rapport aux niveaux de 2014. De plus, nous nous attendons à ce que l'accroissement des capacités minières non liées à l'énergie dans la province ces dernières années se traduise par une hausse de la production menant à un redressement de la production minière globale.

Raffermissement prévu du secteur de la construction

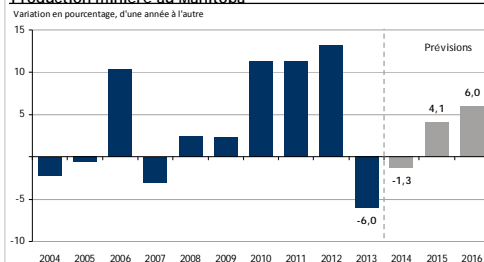
Le secteur de la construction s'est essoufflé en 2014 à la suite de l'achèvement d'un certain nombre de projets majeurs. Nous prévoyons toutefois une reprise du cycle de la construction en 2015 sous l'influence de nouvelles dépenses dans le secteur manufacturier, où des investissements dans la machinerie, le matériel et les structures élargies seront nécessaires. La construction liée au projet de transport d'énergie Bipole III de Manitoba Hydro, dont la mise en œuvre s'amorce, devrait également stimuler les investissements au cours de la période envisagée. Le coût total de ce projet a récemment été revu à la hausse à 4,6 milliards de dollars, avec une entrée en service prévue en 2018. En plus de contribuer à la croissance en 2015, les dépenses dans ces segments devraient aussi soutenir le taux prévu de 2,3 % en 2016, maintenant ainsi la croissance de la province un peu au-dessus de la moyenne nationale.

Ventes manufacturières du Manitoba



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production minière au Manitoba



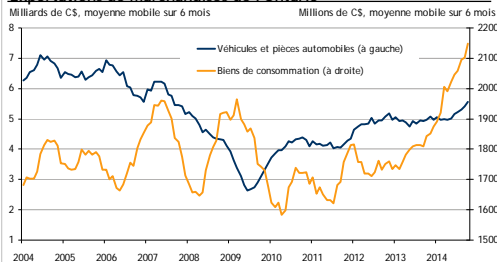
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	3,3	2,2	1,8	2,9	2,3
PIB nominal	6,0	3,7	3,4	4,0	4,0
Emploi	0,9	0,5	0,1	1,5	1,0
Taux de chômage (%)	5,3	5,3	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	1,3	3,9	3,7	4,1	4,0
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 600	6 700	5 800
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,9	1,3	2,3

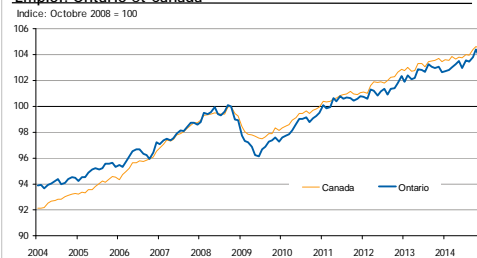
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Exportations de marchandises de l'Ontario



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi Ontario et Canada



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,7	1,3	2,3	3,1	2,3
PIB nominal	3,2	2,4	4,1	5,2	3,9
Emploi	0,8	1,4	0,8	1,4	1,1
Taux de chômage (%)	7,8	7,5	7,2	6,6	6,3
Ventes au détail	1,6	2,3	4,1	4,2	3,9
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	58 700	60 500	59 500
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,2	1,4	2,2

Robert Hogue
Économiste principal

Des pas vers le haut du classement national

L'économie de l'Ontario a fait un pas vers l'atteinte d'un taux de croissance plus convaincant en 2014, et nous nous attendons à ce qu'un autre pas qui placerait la province en tête au chapitre de la croissance soit fait dans cette direction en 2015. La vigueur des exportations, l'accroissement des dépenses des ménages et le dynamisme du secteur de l'habitation ont relancé l'économie provinciale depuis le printemps de 2014, après un ralentissement de la croissance du PIB réel à 1,3 % en 2013, le niveau le plus bas depuis la fin de la récession. Nous croyons que le récent redressement des exportations en Ontario n'est que le début d'une puissante envolée qui, alimentée par les exportations, aidera la province à enregistrer en 2015 sa croissance la plus rapide en cinq ans. Le PIB réel devrait augmenter de 3,1 % en 2015, ce qui serait le taux le plus élevé parmi les provinces et une accélération par rapport à un taux de 2,3 % en 2014. Nous avons revu à la hausse nos prévisions pour 2014 et 2015 (auparavant de 2,1 % en 2014 et de 2,8 % en 2015), en partie pour tenir compte du coup de pouce que la faiblesse marquée des prix pétroliers fournira à l'économie de l'Ontario. Nous prévoyons que le PIB réel ralentira à 2,3 % en 2016, un rythme qui reste néanmoins supérieur à la moyenne nationale de 2,1 %.

La hausse des exportations...

La reprise des exportations en Ontario a enfin fait preuve de plus de dynamisme en 2014. Les exportations de marchandises ont connu une solide hausse de 7,3 % (en valeur nominale) au cours des 10 premiers mois de 2014, soit la progression la plus forte depuis 2010 — et le deuxième gain en importance depuis 14 ans. Les exportations de véhicules automobiles et de pièces ont crû de presque 8 %, mais ce sont les exportations de biens de consommation qui se sont distinguées, bondissant de 15 %. Des gains encourageants ont également été affichés par les produits forestiers (en hausse de presque 10 %) et le matériel électronique et électrique (2,5 %), après plusieurs années de recul. Le regain de vigueur de la demande extérieure à l'égard des biens ontariens a donné au secteur manufacturier de la province une impulsion essentielle. Depuis le début de l'année, les ventes manufacturières ont grimpé de plus de 6 %, un sommet depuis 2010. Les hausses ont touché l'ensemble du secteur, mais les fabricants de matériel de transport (hausse des ventes de 7,5 %) ont été de ceux qui ont affiché les gains les plus importants.

...devrait se poursuivre en 2015

Nous croyons que la hausse des exportations ontariennes est loin d'être terminée. En 2015, le plus grand marché d'exportation de l'Ontario — l'économie américaine — enregistrera selon nous sa plus forte progression en 10 ans (croissance de 3,3 % du PIB réel), et la valeur dépréciée du dollar canadien améliorera la compétitivité internationale des entreprises de la province. Les éléments seront donc en place pour que la demande extérieure devienne une puissante source de croissance économique en Ontario en 2015, avec des avantages se faisant de plus en plus sentir dans tous les secteurs.

Une amélioration des perspectives d'emploi favorable à l'activité intérieure

Nous prévoyons une accélération de la création d'emploi dans la province en 2015. L'emploi progressera, selon nous, à un taux de 1,4 %, par rapport à un creux de cinq ans de 0,8 % en 2014. L'amélioration des perspectives d'emploi et la baisse des prix de l'essence attribuable à la forte chute des prix pétroliers à l'échelle mondiale offriront des conditions favorables à une croissance accrue des dépenses des ménages dans la province, bien que le potentiel d'accroissement des ventes au détail nous semble minime par rapport au rythme déjà élevé de 4,1 % en 2014. Après une année 2014 étonnamment robuste, le marché immobilier de l'Ontario devrait conserver son dynamisme en 2015, les reventes de maisons restant à des niveaux soutenus près de sommets historiques. Nous tablons sur une légère augmentation des mises en chantier, de 59 000 unités en 2014 à 60 500 unités en 2015.

Légère accélération de la croissance économique

Le dynamisme s'est fait attendre en 2014, mais l'économie du Québec semble maintenant progresser un peu plus rapidement, ce qui augure bien pour une nouvelle accélération modérée en 2015. Les progrès considérables réalisés par les exportateurs québécois, en particulier sur le marché américain, ont été l'événement le plus encourageant de 2014. Cette source de croissance constituera, selon nous, un catalyseur qui relancera l'activité dans plusieurs autres secteurs économiques en 2015, y compris les investissements des entreprises et le marché de l'emploi en difficulté. Nous prévoyons que le PIB réel du Québec passera de 1,6 % en 2014 à 2,0 % en 2015, deux résultats qui représentent une amélioration par rapport à un faible taux de 1,0 % en 2013. Néanmoins, le dynamisme du Québec restera inférieur à celui de l'ensemble du Canada. Pour 2016, nous prévoyons une croissance de 1,7 % qui permettra de préserver la majeure partie du terrain gagné en 2014 et 2015.

Un portrait inégal en 2014 : l'emploi a stagné...

Le Québec a offert une performance économique contrastée jusqu'à maintenant en 2014. D'une part, la création d'emploi a stagné, l'emploi restant stable au cours des 11 premiers mois de l'année par rapport à la même période l'an dernier. Encore plus décevant est le fait que les emplois créés ont surtout été des emplois à temps partiel. Le nombre d'employés à temps plein et les emplois dans le secteur privé ont diminué. Les conditions décevantes sur le marché de l'emploi ont inévitablement miné la confiance des consommateurs et freiné la demande d'éléments importants, comme le logement, surtout dans la première moitié de l'année.

...alors que les exportations ont progressé

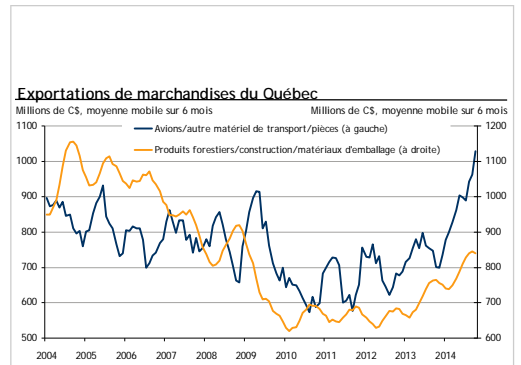
D'autre part, toutefois, les exportations de marchandises du Québec ont fortement augmenté en 2014 (hausse de 7,7 % depuis le début de l'année, en dollars constants). Et, meilleure nouvelle encore à cet égard, les gains ont été répartis dans l'ensemble des catégories de produits. La presque totalité des principales marchandises d'exportation du Québec, y compris l'aluminium, les avions et les pièces, le minerai de fer, les métaux de première transformation, les produits pharmaceutiques, le papier journal et le bois d'œuvre résineux, ont enregistré des gains notables. Les exportateurs du Québec semblent exploiter les occasions qu'offrent le raffermissement de la demande américaine et la dépréciation du dollar canadien.

Une expansion alimentée par les exportations en 2015

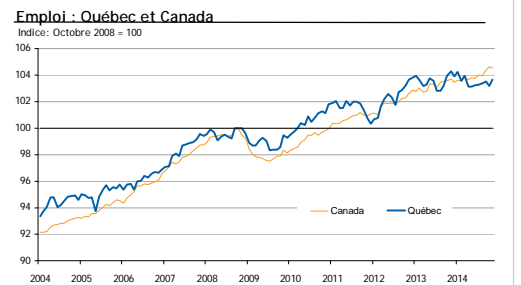
Nous prévoyons que la hausse des exportations continuera de stimuler la croissance économique provinciale en 2015. En fait, les avantages s'étendront selon nous à d'autres secteurs et aideront à élargir la croissance. Une accélération du secteur manufacturier du Québec est déjà en cours (les ventes manufacturières ont augmenté de presque 7 % lors des neuf premiers mois de 2014) et nous nous attendons à ce que la vague gagne ensuite les investissements des entreprises et le marché de l'emploi en 2015.

La reprise prévue de la création d'emploi sera favorable aux ménages

Le redémarrage de la création d'emploi dans la province renforcera les perspectives des ménages et appuiera une croissance soutenue des dépenses de consommation. La baisse des prix de l'essence devrait aussi favoriser la consommation. Nous prévoyons que les ventes au détail augmenteront à un rythme plus élevé de 3,6 % en 2015, par rapport à 2,9 % en 2014. Les gains dans le secteur de la construction résidentielle découleront probablement davantage de la rénovation domiciliaire. Ce segment a monté en flèche en 2014, grâce notamment à un programme d'encouragements fiscaux créé par le gouvernement provincial, et nous prévoyons de nouveaux gains en 2015. En revanche, nous nous attendons à ce que la construction de nouveaux logements fléchisse en 2015, du fait, notamment, de la réduction nécessaire du parc de copropriétés inoccupées.



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

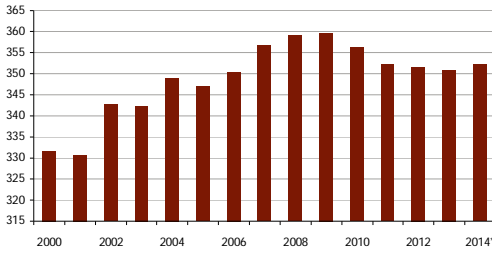
Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,5	1,0	1,6	2,0	1,7
PIB nominal	3,4	1,5	3,2	3,9	3,3
Emploi	0,8	1,2	0,0	0,7	0,9
Taux de chômage (%)	7,8	7,6	7,8	7,4	7,2
Ventes au détail	1,2	2,5	2,9	3,6	3,3
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	39 100	35 000	34 300
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,3	1,3	2,2

Robert Hogue
Économiste principal

Emploi au Nouveau-Brunswick

Moyenne de l'emploi total annuel, en milliers

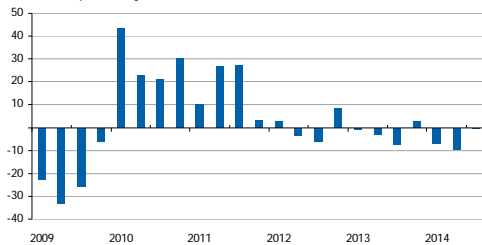


* 2014 est une moyenne à Novembre.

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,4	-0,5	1,0	1,8	1,4
PIB nominal	1,1	0,5	2,7	3,4	3,1
Emploi	-0,2	-0,1	0,4	0,4	0,2
Taux de chômage (%)	10,2	10,4	9,7	9,5	9,5
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,6	3,0	2,7
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 400	2 800	3 000
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,4	1,1	2,4

Gerard Walsh
Économiste**Amorce d'une phase d'expansion**

Les récentes données sur le PIB réel montrent que l'économie du Nouveau-Brunswick a subi une contraction pour une deuxième année d'affilée en 2013. Malheureusement, les données plus actuelles ne laissent guère entrevoir un regain de vitalité notable en 2014. Les exportations de marchandises ont diminué jusqu'à maintenant en 2014 et le marché de l'habitation demeure obstinément faible. Néanmoins, nous prévoyons que l'économie provinciale inscrira un gain de 1,0 % en 2014 avant de s'accélérer à 1,8 % en 2015, profitant de l'accroissement des exportations suscité par la demande américaine grandissante, des investissements accrus pour augmenter les capacités, et des gains d'emploi qui stimuleront l'économie intérieure. Notre prévision initiale pour la croissance du PIB réel en 2016 est de 1,4 %.

Les sociétés minières et énergétiques trébuchent, mais devraient progresser

Les interruptions pour des travaux d'entretien à la raffinerie de pétrole de Saint-Jean ont ralenti les exportations d'énergie jusqu'à maintenant en 2014, contribuant à un repli de 6 % des exportations globales. Les exportations minières ont également chuté. Depuis les récentes fermetures, les exportations nominales de produits minéraux sont en baisse de 25 %. En 2015, le secteur minier devrait s'accélérer, car la mine de potasse Picadilly, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, augmentera sa production et finira par remplacer la mine avoisinante de Sussex. Plusieurs autres projets miniers qui se concrétisent diversifieront le secteur minier du Nouveau-Brunswick, appuieront le secteur de la construction pendant leur réalisation et stimuleront la production minière après leur mise en service. Les travaux de construction de la mine de tungstène Sisson, d'une durée de deux ans, devraient débuter en 2015, et la mine et l'usine Caribou (qui produit du zinc, du cuivre, du plomb, de l'argent et de l'or) devraient rouvrir au début de 2015 après une évaluation économique préliminaire réalisée cette année.

Les exportations de produits forestiers augmentent, alors que de grands projets d'investissement progressent

Résistant à la tendance baissière des exportations en 2014, les livraisons de produits forestiers ont crû à un rythme constant. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une hausse de la coupe permise de résineux sur les terres de la Couronne au début de l'année, et des investissements considérables, principalement à une usine de pâtes et papiers de Saint-Jean, devraient accroître la capacité du secteur dans les prochaines années. Alors que la capacité augmente, le secteur profitera d'une hausse des prix et de la demande de bois d'œuvre liée à la reprise du marché immobilier aux États-Unis. Par ailleurs, une hausse des investissements viendra appuyer un secteur de la construction qui a souffert d'une diminution des mises en chantier en 2014.

Le taux de chômage fléchit, alors que les entreprises commencent à embaucher et que la population active diminue

Après quatre ans de recul, la province devrait créer des emplois en 2014. Les gains d'emplois dans le secteur des services privés stimulent la croissance globale de l'emploi, alors que les emplois liés à la fabrication de biens poursuivent leur glissade sous l'influence des licenciements dans les secteurs de la construction et de la fabrication. Nous nous attendons à ce que les pertes dans ces secteurs soient effacées en 2015, car la vigueur des exportations créera des emplois dans le secteur manufacturier et les investissements stimuleront l'embauche dans le secteur de la construction. En dépit de la croissance limitée de l'emploi jusqu'à maintenant, le taux de chômage élevé dans la province n'a cessé de diminuer, atteignant 9,6 % en novembre, en raison d'une baisse de la population active et de la population en âge de travailler. Au Nouveau-Brunswick, le taux d'émigration vers d'autres provinces est resté constant et n'est que partiellement compensé par de nouveaux immigrants. Les gens qui quittent la province sont généralement plus jeunes (58 % des émigrants depuis 2000 avaient moins de 30 ans), ce qui exacerbe le vieillissement de la population du Nouveau-Brunswick.

Le gaz naturel et l'envolée des exportations apportent de l'eau au moulin de la province

Après avoir affiché une faiblesse décevante depuis 2011, l'activité économique de la Nouvelle-Écosse devrait connaître une reprise en 2014. Jusqu'à maintenant en 2014, la croissance a été alimentée par une envolée de la production de gaz naturel après la mise en service du projet extracôtier Deep Panuke à l'automne de 2013, ainsi que par l'accroissement des exportations non liées à l'énergie et la hausse des dépenses pour de grands projets d'investissement. La croissance du secteur extérieur compense la faiblesse de l'économie intérieure, qui fait face à des obstacles démographiques grandissants. Alors que les exportations continuent de profiter de la dépréciation du dollar canadien et que des projets d'envergure comme le contrat de construction navale de plusieurs milliards de dollars se poursuivent, l'emploi devrait se raffermir dans la province, renversant les pertes subies en 2013 et 2014. Après une croissance morose de 0,3 % du PIB réel en 2013, nous prévoyons une accélération à 2,2 % en 2014. Par la suite, la vigueur persistante des exportations, le secteur de la fabrication et le nouveau dynamisme de l'économie intérieure contribueront au maintien d'une croissance soutenue de 2,2 % en 2015 et de 1,9 % en 2016.

Stimulées par le gaz naturel, les exportations restent sur la voie d'un gain robuste en 2014

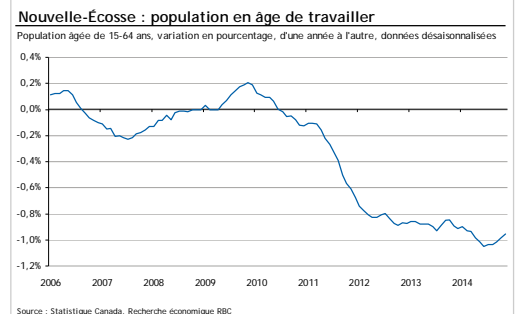
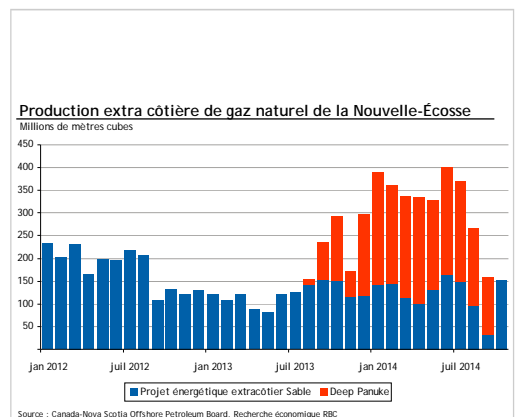
Même si la maturation du gisement extracôtier de l'île de Sable s'est traduite par une baisse de sa production, dans l'ensemble de la province, la production de gaz naturel a bondi en 2014. L'augmentation de la production et des exportations de gaz naturel vient du fait que le projet Deep Panuke a connu sa première année d'exploitation complète en 2014, ayant commencé à produire à des niveaux considérables à l'automne de 2013. Les exportations non liées à l'énergie ont aussi inscrit de solides gains depuis le début de 2014. Les exportations de pneus (la principale catégorie d'exportation de la province) restent élevées malgré un projet de réduction de la production à une usine de Granton. Par ailleurs, les exportations de poissons et de produits de la mer ont grimpé de 24 % en cumul annuel, stimulées par la demande grandissante en Chine et au Japon. On s'attend à ce que les exportations ralentissent, mais à un rythme encore solide du fait de la hausse de la demande américaine et de la dépréciation du dollar canadien.

L'économie intérieure progresse

Malgré une certaine volatilité des données récentes sur l'emploi, il semble que la Nouvelle-Écosse subira encore une perte nette d'emplois en 2014 dans la foulée de reculs dans le secteur privé. Ces pertes d'emplois pourraient en partie refléter la faiblesse des secteurs axés sur le marché intérieur, attribuable à des obstacles démographiques. Dans le secteur de l'habitation, par exemple, la baisse de la population en âge de travailler depuis 2010 a nul doute miné la demande et la construction résidentielle, les mises en chantier et les investissements résidentiels ayant nettement fléchi en 2014. Nous prévoyons que la croissance alimentée par les États-Unis et les travaux liés à de grands projets stimuleront l'emploi dans les secteurs de la construction et de la fabrication, donnant un ton globalement positif au marché de l'emploi de la Nouvelle-Écosse en 2015.

Avancement continu de projets majeurs, concentrés à Halifax

Le projet d'agrandissement de 300 millions de dollars du chantier naval à Halifax qui est en cours devrait être suivi des premières coupes d'acier en 2015, le début de la production de nouveaux bateaux de patrouille étant prévu en septembre. La construction du Nova Centre au centre-ville de Halifax, un grand projet immobilier à usage mixte de 500 millions de dollars, se poursuit et devrait être achevée en 2015. À l'extérieur de Halifax, une phase de construction de trois ans du projet Maritime Link, qui reliera les réseaux électriques de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, devrait s'accélérer. À plus long terme, la construction navale devrait revigorer l'activité manufacturière de façon prolongée, alors que les travaux pour remplacer la flotte de surface de la Marine royale du Canada s'amorcent.



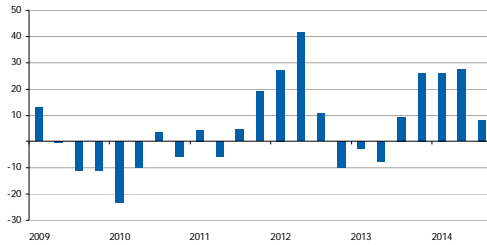
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-0,3	0,3	2,2	2,2	1,9
PIB nominal	-0,4	2,4	4,5	4,2	3,7
Emploi	0,6	-0,4	-1,3	1,0	0,5
Taux de chômage (%)	9,0	9,0	8,8	8,5	8,3
Ventes au détail	1,0	2,9	2,9	3,3	2,9
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 000	3 400	3 800
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,8	1,2	2,4

Gerard Walsh
Économiste

Exportations de marchandises de l'Île-du-Prince-Édouard

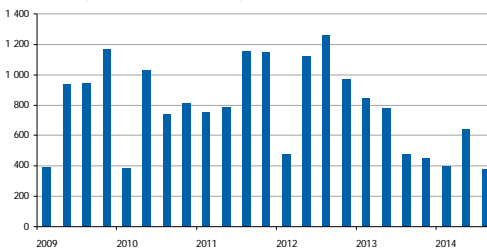
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard : mises en chantier

Mises en chantier, taux annualisé et désaisonnalisé, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	1,0	2,0	1,4	1,2	1,6
PIB nominal	1,9	5,0	3,1	2,9	3,2
Emploi	1,1	1,8	0,2	1,3	0,9
Taux de chômage (%)	11,3	11,5	10,6	10,2	9,9
Ventes au détail	3,2	0,8	3,4	3,7	3,4
Mises en chantier (unités)	941	636	500	630	600
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,7	1,1	2,4

Gerard Walsh
Économiste

Les échanges commerciaux stimuleront la croissance au cours des prochaines années

Une croissance modeste est prévue à l'Île-du-Prince-Édouard au cours des prochaines années, car la faiblesse persistante de l'économie intérieure et les compressions actuelles dans le secteur public freinent l'activité économique. Les exportations ont été robustes en 2014, surtout du côté des produits manufacturés et agricoles, tandis que les dépenses en immobilisations se sont repliées, entraînant une baisse de la croissance prévue de l'économie provinciale à 1,4 %. En 2015, la croissance devrait continuer de fléchir et s'établir à 1,2 %, sous l'influence d'une décélération des exportations. Par la suite, la croissance persistante des exportations ainsi que l'amélioration de l'économie intérieure porteront la croissance à 1,6 % en 2016.

Plus d'exportations...

Après de bons résultats à la fin de 2013, les exportations de marchandises ont poursuivi sur leur lancée en 2014, ayant bondi de 20 % jusqu'à maintenant cette année par rapport à la même période l'an dernier. Les ventes de produits de l'agriculture et de la pêche ont fortement augmenté, tandis que le secteur de la transformation des aliments n'a pas été ralenti par la fermeture d'une importante usine de pommes de terre frites à Borden-Carleton. Malgré une chute des livraisons vers les États-Unis, les exportations liées à l'aérospatiale ont continué de progresser grâce aux gains enregistrés sur les marchés européens et autres. La hausse des exportations manufacturières s'est répercutée sur l'emploi, qui a grimpé dans ce secteur de 11 % depuis le début de l'année. Les investissements qui visent à accroître la capacité, la demande américaine grandissante et l'affaiblissement du dollar canadien augurent tous d'une vigueur soutenue pour les exportateurs de l'Île-du-Prince-Édouard.

...et plus de touristes

Nous prévoyons que la province enregistrera une légère hausse de l'emploi cette année, alors que les gains d'emplois dans le secteur privé sont contrebalancés par des pertes dans le secteur public, surtout dans la santé et l'administration publique, et un recul chez les travailleurs autonomes. Les célébrations liées au 150^e anniversaire de la conférence de Charlottetown de 1864 ont soutenu l'industrie du tourisme, et les nuitées vendues ainsi que les séjours de plus de 24 heures par des visiteurs internationaux et canadiens ont légèrement augmenté. Malgré cette hausse des arrivées de touristes, les emplois liés aux services d'hébergement et de restauration, à l'information, à la culture et aux loisirs ont chuté, et seul un gain d'emplois modeste a été noté dans l'ensemble du secteur des services privés. Cela n'a pas empêché le taux de chômage de chuter sensiblement depuis le début de 2014, le recul de la population active s'étant révélé encore plus important.

Le secteur de la construction s'apaise après une excellente année 2013

La croissance économique est entravée en 2014 par un recul de 11 % des dépenses en immobilisations qui annule une hausse antérieure. La baisse des investissements est concentrée dans le secteur public, où les dépenses provinciales devraient chuter de 25 % en 2014 – et aucun rebond ne semble se profiler. D'après le budget d'investissement de la province présenté à l'automne de 2014, les dépenses planifiées à l'égard de nouvelles constructions et les investissements en infrastructures suivront une trajectoire descendante dans les prochaines années. Dans le secteur privé, les projets de dépenses en immobilisations visant les structures, la machinerie et l'équipement ont aussi diminué en 2014, mais la hausse des exportations et un récent raffermissement de la construction non résidentielle laissent entrevoir une certaine amélioration à l'avenir. Malgré une reprise de la croissance de la population globale en 2014, seule la cohorte des 65 ans et plus a enregistré un gain, la population en âge de travailler ayant fléchi dans la province. Cette évolution démographique pourrait freiner la demande de logements dans la province. Les mises en chantier restent faibles en 2014 après avoir fortement chuté en 2013. Selon nous, une amélioration prévue de l'emploi stimulera la construction de maisons neuves.

Modeste amélioration imminente

Après avoir progressé à un rythme fulgurant de 7,2 % en 2013, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador avance selon nous à pas de tortue en 2014, du fait d'un ralentissement de la production d'énergie et des dépenses en immobilisations. En 2015, l'emploi et le PIB réel devraient croître un peu plus rapidement grâce à une augmentation des travaux liés à plusieurs grands projets et à une reprise de l'activité manufacturière. Cependant, la baisse brutale des prix pétroliers minera vraisemblablement l'économie intérieure et le secteur public. Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 0,5 % à Terre-Neuve-et-Labrador cette année, avant une accélération modeste à 1,1 % en 2015. Notre prévision initiale pour 2016 laisse entrevoir de nouveaux obstacles qui limiteront la croissance à un maigre taux de 0,7 %.

La faiblesse des prix de l'énergie devrait peser sur les budgets du gouvernement même si des projets d'envergure suivent leur cours.

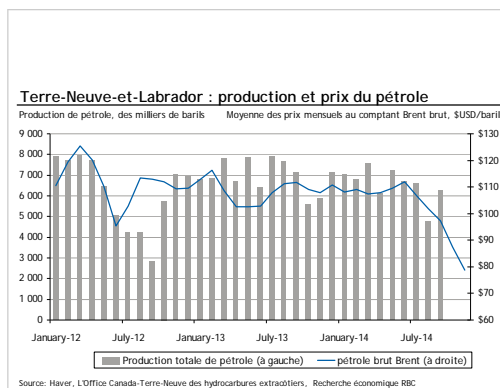
Le secteur de l'énergie a monté en flèche en 2013, la production ayant repris après des fermetures de longue durée pour des travaux d'entretien. En 2014, les volumes de production globaux ont diminué en raison d'une baisse de production des principaux gisements de pétrole extracôtiers. Malgré ces récents replis de la production et des prix du pétrole, les exportations nominales d'énergie devraient croître en 2014 grâce à la vigueur du début de l'année. Le brusque recul des prix pétroliers mondiaux a suscité de l'incertitude tant pour le secteur de l'énergie que pour le gouvernement provincial. Au cours des dernières années, le gouvernement provincial a tiré presque un tiers de ses revenus des redevances sur le pétrole extracôtier et la baisse des prix menace de faire dégringoler ces revenus. La province a donc commencé à annoncer des mesures pour limiter les dépenses, dont tous les détails sont toujours attendus. Néanmoins, il existe des raisons d'être prudemment optimiste quant aux perspectives de l'économie provinciale. On s'attend à ce que le démarrage prévu de la production au gisement South White Rose Extension en début d'année stimule la production pétrolière de la province en 2015. Nous prévoyons aussi que les dépenses en immobilisations resteront élevées, alors que les travaux se poursuivent pour le projet Hebron, évalué à 14 milliards de dollars, qui devraient être terminés en 2017.

Une période difficile pour le secteur minier non lié à l'énergie

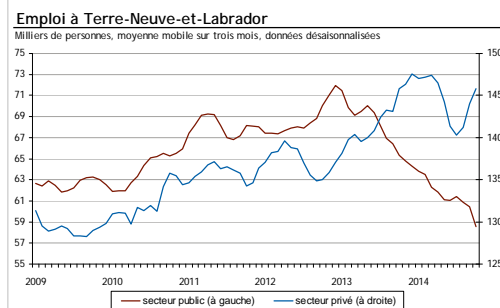
Dans la province, le secteur minier non lié à l'énergie est dominé par la production de minerai de fer, et le ralentissement de la demande chinoise à l'égard de cette marchandise ainsi qu'une abondance de nouvelles réserves ont pesé sur les prix mondiaux et posent des défis au secteur. La mine de Wabush, inactive depuis février 2014, est maintenant fermée et les exportations nominales de minerai de fer ont chuté de 33 % en cumul annuel. Même si un redressement rapide des perspectives du secteur minier non lié à l'énergie est peu probable, nous prévoyons que l'augmentation de la production au projet de minerai à enfournement direct et au projet de nickel à Long Harbour offrira un soutien à l'avenir. Les dépenses en immobilisations dans le secteur minier pourraient rebondir après 2015 si la construction d'une mine souterraine de nickel à Voisey's Bay est approuvée. Les travaux liés à ce projet aideraient à compenser l'achèvement des installations hydrométallurgiques à Long Harbour, qui entreront dans leur phase de production.

Marasme sur le marché intérieur

L'avancement de grands projets d'exploitation minière et extracôtière en 2015 coïncidera avec l'atteinte d'un niveau maximal de l'emploi au projet hydroélectrique de Muskrat Falls. Les travaux liés à ces projets aideront à limiter les pertes d'emploi dans le secteur de la construction, attribuables en partie au repli de la construction de nouveaux logements. Dans l'ensemble, le niveau d'emploi baissera selon nous de 2,2 % en 2014, car les lourdes pertes d'emplois dans le secteur public font plus que compenser les gains dans le secteur privé.



Source: Haver, L'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, Recherche économique RBC



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	-4,5	7,2	0,5	1,1	0,7
PIB nominal	-3,4	10,7	2,3	-0,9	4,2
Emploi	2,3	1,0	-2,2	0,9	-0,2
Taux de chômage (%)	12,5	11,4	12,1	11,9	12,7
Ventes au détail	4,5	5,0	3,5	3,2	2,3
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 300	2 700	3 200
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	2,0	1,4	2,4

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P	13	14P	15P	16P
T.-N. & L.	7,2	0,5	1,1	0,7	10,7	2,3	-0,9	4,2	1,0	-2,2	0,9	-0,2	11,4	12,1	11,9	12,7	2,9	2,3	2,7	3,2	5,0	3,5	3,2	2,3	1,7	2,0	1,4	2,4
Î.-P.-É.	2,0	1,4	1,2	1,6	5,0	3,1	2,9	3,2	1,8	0,2	1,3	0,9	11,5	10,6	10,2	9,9	0,6	0,5	0,6	0,6	0,8	3,4	3,7	3,4	2,0	1,7	1,1	2,4
N.-É.	0,3	2,2	2,2	1,9	2,4	4,5	4,2	3,7	-0,4	-1,3	1,0	0,5	9,0	8,8	8,5	8,3	3,9	3,0	3,4	3,8	2,9	2,9	3,3	2,9	1,2	1,8	1,2	2,4
N.-B.	-0,5	1,0	1,8	1,4	0,5	2,7	3,4	3,1	-0,1	0,4	0,4	0,2	10,4	9,7	9,5	9,5	2,8	2,4	2,8	3,0	0,7	3,6	3,0	2,7	0,8	1,4	1,1	2,4
QUÉ.	1,0	1,6	2,0	1,7	1,5	3,2	3,9	3,3	1,2	0,0	0,7	0,9	7,6	7,8	7,4	7,2	37,8	39,1	35,0	34,3	2,5	2,9	3,6	3,3	0,8	1,3	1,3	2,2
ONT.	1,3	2,3	3,1	2,3	2,4	4,1	5,2	3,9	1,4	0,8	1,4	1,1	7,5	7,2	6,6	6,3	61,1	58,7	60,5	59,5	2,3	4,1	4,2	3,9	1,1	2,2	1,4	2,2
MAN.	2,2	1,8	2,9	2,3	3,7	3,4	4,0	4,0	0,5	0,1	1,5	1,0	5,3	5,4	5,1	5,0	7,5	6,6	6,7	5,8	3,9	3,7	4,1	4,0	2,3	1,9	1,3	2,3
SASK.	5,0	1,1	2,8	2,8	5,5	0,3	1,7	5,4	3,4	1,9	2,0	1,4	4,0	3,8	3,9	4,1	8,3	8,6	7,9	7,0	5,1	5,0	4,3	4,1	1,4	2,4	1,8	2,8
ALB.	3,8	4,1	2,7	2,3	7,1	7,7	-1,7	5,9	2,9	3,0	1,8	1,4	4,6	4,6	4,5	4,9	36,0	41,4	37,8	34,5	6,9	8,1	4,2	4,0	1,4	2,6	1,2	2,0
C.-B.	1,9	2,8	2,9	2,5	3,2	4,4	4,0	4,4	-0,2	0,9	1,3	1,0	6,6	6,1	5,7	5,7	27,1	28,8	29,3	25,0	2,4	5,3	4,2	4,2	-0,1	1,1	1,1	2,0
CANADA	2,0	2,5	2,7	2,1	3,4	4,4	3,2	4,2	1,3	0,8	1,3	1,0	7,1	6,9	6,4	6,3	188	191	187	177	3,2	4,6	4,0	3,8	0,9	1,9	1,3	2,2

Tableau comparatif

2013, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	528	146	943	756	8 154	13 551	1 265	1 106	4 007	4 583
Produit intérieur brut (milliards \$)	32,4	5,5	38,2	31,8	357,4	679,6	59,1	78,9	315,8	222,6
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	29,6	5,0	36,0	28,3	331,2	632,4	56,5	62,7	303,0	215,2
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,2	36,7	3,2	4,4	17,9	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2008-13, %)	0,1	1,5	0,8	0,1	1,2	1,2	2,0	2,6	2,8	1,6
PIB réel par habitant (\$ 2007)	56 017	34 404	38 223	37 415	40 622	46 666	44 639	56 693	75 605	46 964
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2008-13, %)	-0,5	0,5	0,7	-0,1	0,2	0,1	0,9	0,9	0,6	0,5
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 579	26 439	27 604	27 431	26 774	30 401	27 900	33 050	40 303	31 647
Croissance de l'emploi (TAC, 2008-13, %)	1,3	1,3	0,1	-0,4	0,8	0,6	0,8	1,6	1,5	0,4
Taux d'emploi (nov. 2014 %)	54,0	61,6	57,5	56,4	59,7	61,1	64,8	67,6	69,3	59,8
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2014)	13,8	10,4	10,7	10,9	9,9	9,3	6,3	6,0	7,5	7,2
Production manufacturière (% du PIB)	2,7	8,4	7,5	10,1	13,4	11,9	11,3	6,4	7,3	6,8
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	42,6	68,4	70,1	64,4	58,6	56,5	57,1	40,2	40,0	63,1
Exportations (% du PIB)	43,0	20,2	20,0	47,3	25,7	32,6	25,7	41,6	32,5	21,7

Tableaux

Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 270	194 214	200 628	206 225	211 124	215 218	221 340	227 847	233 543
	évolution (%)	1,1	-2,5	3,3	2,8	2,4	1,9	2,8	2,9	2,5
PIB nominal	millions de \$	203 951	195 966	205 996	217 460	222 565	229 685	239 712	249 227	260 184
	évolution (%)	3,5	-3,9	5,1	5,6	2,3	3,2	4,4	4,0	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 308	2 328	2 359	2 382
	évolution (%)	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	-0,2	0,9	1,3	1,0
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,6	6,1	5,7	5,7
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 083	68 849	71 763
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,3	4,2	4,2
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 800	29 300	25 000
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	6,5	1,7	-14,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	119,0	120,4	122,7
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,1	1,1	2,0

Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	263 515	252 811	264 164	279 277	291 855	302 966	315 521	324 040	331 493
	évolution (%)	1,7	-4,1	4,5	5,7	4,5	3,8	4,1	2,7	2,3
PIB nominal	millions de \$	295 126	246 717	270 100	299 142	315 803	338 166	364 093	357 845	379 071
	évolution (%)	13,9	-16,4	9,5	10,8	5,6	7,1	7,7	-1,7	5,9
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 211	2 277	2 317	2 350
	évolution (%)	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,6	2,9	3,0	1,8	1,4
Taux de chômage	(%)	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,6	4,6	4,5	4,9
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	79 005	82 358	85 651
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	8,1	4,2	4,0
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	41 400	37 800	34 500
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	15,0	-8,7	-8,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,8	136,5
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	2,0

Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 183	52 553	54 756	57 938	59 737	62 716	63 431	65 207	67 033
	évolution (%)	5,6	-4,8	4,2	5,8	3,1	5,0	1,1	2,8	2,8
PIB nominal	millions de \$	67 695	60 326	63 379	74 605	78 873	83 222	83 500	84 893	89 496
	évolution (%)	29,6	-10,9	5,1	17,7	5,7	5,5	0,3	1,7	5,4
Nombre d'emplois	en milliers	513	519	524	526	537	555	566	577	585
	évolution (%)	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,4	1,9	2,0	1,4
Taux de chômage	(%)	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,0	3,8	3,9	4,1
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 217	20 034	20 853
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	5,0	4,3	4,1
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 600	7 900	7 000
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	3,7	-8,1	-11,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	131,0	134,6
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,8	2,8

Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 157	51 048	52 379	53 487	55 252	56 486	57 528	59 196	60 528
	évolution (%)	3,8	-0,2	2,6	2,1	3,3	2,2	1,8	2,9	2,3
PIB nominal	millions de \$	51 920	50 636	52 896	55 758	59 126	61 323	63 412	65 936	68 600
	évolution (%)	5,4	-2,5	4,5	5,4	6,0	3,7	3,4	4,0	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	608	608	620	624	630	633	634	643	650
	évolution (%)	1,7	0,0	1,9	0,8	0,9	0,5	0,1	1,5	1,0
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,3	5,4	5,1	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	17 944	18 682	19 421
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	3,7	4,1	4,0
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 600	6 700	5 800
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-11,6	1,5	-13,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,9	129,8
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,9	1,3	2,3

Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	596 921	578 510	598 174	613 803	624 369	632 368	647 193	667 256	682 403
	évolution (%)	-0,1	-3,1	3,4	2,6	1,7	1,3	2,3	3,1	2,3
PIB nominal	millions de \$	604 282	595 433	629 500	658 635	679 616	695 705	724 015	761 687	791 052
	évolution (%)	1,1	-1,5	5,7	4,6	3,2	2,4	4,1	5,2	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	6 666	6 502	6 610	6 731	6 784	6 879	6 933	7 028	7 109
	évolution (%)	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,4	0,8	1,4	1,1
Taux de chômage	(%)	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5	7,2	6,6	6,3
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	175 203	182 525	189 700
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	4,1	4,2	3,9
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	58 700	60 500	59 500
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,9	3,1	-1,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,8	127,6	130,3
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,2	1,4	2,2

Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 626	309 683	316 886	323 210	328 082	331 231	336 676	343 410	349 076
	évolution (%)	1,9	-0,6	2,3	2,0	1,5	1,0	1,6	2,0	1,7
PIB nominal	millions de \$	313 595	315 531	329 670	345 732	357 431	362 846	374 559	389 080	402 026
	évolution (%)	2,5	0,6	4,5	4,9	3,4	1,5	3,2	3,9	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	3 880	3 848	3 915	3 954	3 984	4 032	4 031	4 059	4 094
	évolution (%)	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,8	1,2	0,0	0,7	0,9
Taux de chômage	(%)	7,2	8,5	8,0	7,8	7,8	7,6	7,8	7,4	7,2
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	109 365	113 276	116 985
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	2,9	3,6	3,3
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	39 100	35 000	34 300
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	3,6	-10,5	-2,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,3	124,9	127,7
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,3	1,3	2,2

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 125	27 811	28 381	28 543	28 426	28 272	28 567	29 081	29 489
	évolution (%)	0,9	-1,1	2,0	0,6	-0,4	-0,5	1,0	1,8	1,4
PIB nominal	millions de \$	28 422	28 825	30 082	31 409	31 751	31 900	32 772	33 895	34 937
	évolution (%)	2,0	1,4	4,4	4,4	1,1	0,5	2,7	3,4	3,1
Nombre d'emplois	en milliers	359	360	356	352	351	351	352	354	355
	évolution (%)	0,6	0,1	-1,0	-1,1	-0,2	-0,1	0,4	0,4	0,2
Taux de chômage	(%)	8,5	8,8	9,3	9,5	10,2	10,4	9,7	9,5	9,5
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 503	11 848	12 164
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,6	3,0	2,7
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 400	2 800	3 000
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-15,6	16,7	7,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,7	126,1	129,1
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,4	1,1	2,4

Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 625	34 753	35 806	36 073	35 950	36 042	36 851	37 662	38 377
	évolution (%)	2,1	0,4	3,0	0,7	-0,3	0,3	2,2	2,2	1,9
PIB nominal	millions de \$	35 467	35 254	37 073	38 349	38 214	39 145	40 901	42 636	44 207
	évolution (%)	4,6	-0,6	5,2	3,4	-0,4	2,4	4,5	4,2	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	452	451	452	453	456	454	448	452	455
	évolution (%)	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,6	-0,4	-1,3	1,0	0,5
Taux de chômage	(%)	7,7	9,2	9,3	8,8	9,0	9,0	8,8	8,5	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 997	14 463	14 877
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,9	3,3	2,9
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 000	3 400	3 800
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-23,4	13,3	11,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	130,4	133,5
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,8	1,2	2,4

Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 658	4 678	4 783	4 861	4 908	5 006	5 076	5 134	5 217
	évolution (%)	0,8	0,4	2,2	1,6	1,0	2,0	1,4	1,2	1,6
PIB nominal	millions de \$	4 767	4 947	5 202	5 409	5 514	5 788	5 968	6 139	6 337
	évolution (%)	3,2	3,8	5,2	4,0	1,9	5,0	3,1	2,9	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	70	69	71	72	73	74	74	75	76
	évolution (%)	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,1	1,8	0,2	1,3	0,9
Taux de chômage	(%)	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	11,5	10,6	10,2	9,9
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 007	2 081	2 151
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,4	3,7	3,4
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	500	630	600
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-21,4	26,0	-4,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,2	131,6	134,7
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,7	1,1	2,4

Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014P	2015P	2016P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 369	26 464	28 033	28 904	27 592	29 588	29 736	30 063	30 273
	évolution (%)	-1,2	-9,9	5,9	3,1	-4,5	7,2	0,5	1,1	0,7
PIB nominal	millions de \$	31 434	24 972	29 063	33 497	32 365	35 832	36 658	36 320	37 836
	évolution (%)	5,8	-20,6	16,4	15,3	-3,4	10,7	2,3	-0,9	4,2
Nombre d'emplois	en milliers	219	212	219	225	231	233	228	230	229
	évolution (%)	1,1	-3,0	3,4	2,7	2,3	1,0	-2,2	0,9	-0,2
Taux de chômage	(%)	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,4	12,1	11,9	12,7
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 887	9 169	9 379
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,5	3,2	2,3
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 300	2 700	3 200
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-19,6	17,4	18,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,6	130,4	133,4
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	2,0	1,4	2,4

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.